

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR - A FIN FEVRIER 2024 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

La situation des charges et ressources du Trésor à fin février 2024 fait ressortir un déficit budgétaire de 9,6 MM.DH, contre un déficit de 10,6 MM.DH un an auparavant. Cette évolution recouvre une augmentation des recettes (+6,9 MM.DH) plus importante que celle des dépenses (+5,9 MM.DH).

RECETTES

Augmentations des recettes fiscales ...

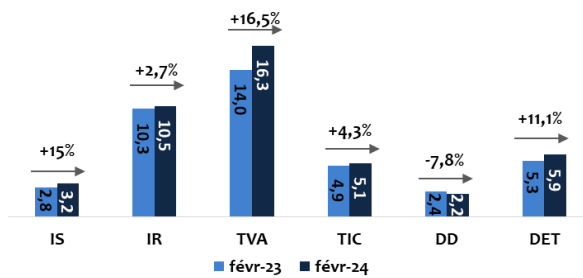
Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, un taux de réalisation de 14,7% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF) et une hausse de 6,9 MM.DH (+16%), comparativement à fin février 2023.

Les recettes fiscales ont affiché un taux de réalisation de 16,2% et une progression de 3,8 MM.DH (+9,5%). Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, se sont chiffrés à 974 M.DH, contre 1,3 MM.DH à fin février 2023.

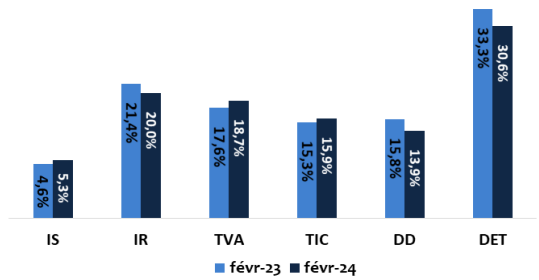
Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- IS : taux de réalisation de 5,3% et progression de 418 M.DH (+15%), due principalement à l'IS retenu à la source au titre des rémunérations allouées à des tiers (+193 M.DH) et sur les produits de placements à revenu fixe (+143 M.DH) ;
- IR : taux de réalisation de 20% et hausse de 281 M.DH (+2,7%) grâce notamment aux recettes issues de l'action de l'administration fiscale (+234 M.DH) ;
- TVA : taux de réalisation de 18,7%. Ces recettes ont augmenté de 2,3 MM.DH, sous l'effet principalement de la TVA à l'intérieur (+2,1 MM.DH ou +35,5%) ;
- Droits de douane : taux de réalisation de 13,9% et recul de 185 M.DH dû notamment à la baisse des importations ;
- Taxes intérieures de consommation : taux de réalisation de 15,9% et hausse de 211 M.DH (+4,3%), recouvrant une amélioration des TIC sur les produits énergétiques (+358 M.DH, +15%) et une baisse de celles sur les tabacs (-216 M.DH, -10,2%) ;
- Droits d'enregistrement et de timbre : taux de réalisation 30,6%. Ces recettes ont progressé de 590 M.DH (+11,1%), suite notamment à la hausse des droits d'enregistrement de 432 M.DH.

Evolution des recettes fiscales



Taux de réalisation des prévisions



... et hausse des recettes non fiscales

Les recettes non fiscales, pour leur part, se sont établies à 5,1 MM.DH contre 2,2 MM.DH à fin février 2023, soit une hausse de 2,9 MM.DH.

Ces recettes proviennent des établissements et entreprises publics à hauteur de 417 M.DH et des autres recettes pour un montant de 4,7 MM.DH.

DEPENSES

Hausse des dépenses ordinaires...

Les dépenses ordinaires ont atteint un montant de 52,6 MM.DH, enregistrant un taux d'exécution de 17,1% et une hausse de 1,6 MM.DH par rapport à fin février 2023. Cette évolution est attribuable principalement à l'augmentation des dépenses au titre des biens et services (+2 MM.DH). Les intérêts de la dette ont, pour leur part, enregistré une quasi-stabilité alors que les charges de la compensation ont accusé une baisse de 358 M.DH.

L'exécution des dépenses des biens et services est marquée par un taux de réalisation de 16,4% pour les dépenses de personnel et 17,5% pour les dépenses afférentes aux « autres biens et services ». L'augmentation de ces dépenses s'élève à 966 M.DH et 991 M.DH, respectivement.

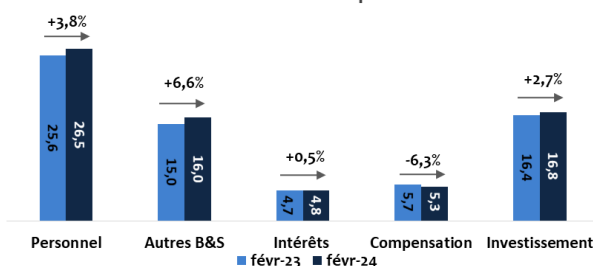
Les intérêts de la dette ont, pour leur part, connu un taux de réalisation de 12,8%. Leur quasi-stabilité par rapport à fin février 2023 résulte d'une hausse des intérêts de la dette extérieure (+422 M.DH) compensée par le recul de ceux de la dette intérieure (-397 M.DH).

Les charges de la compensation ont enregistré un taux de réalisation de 31,3%. Ces charges se sont chiffrées à 5,3 MM.DH, dont 3 MM.DH pour le gaz butane (en baisse de 305 M.DH par rapport à fin février 2023), 1,3 MM.DH pour le sucre (+369 M.DH), 546 M.DH pour la farine nationale de blé tendre (-522 M.DH) et 500 M.DH au titre des subventions accordées aux professionnels du secteur du transport.

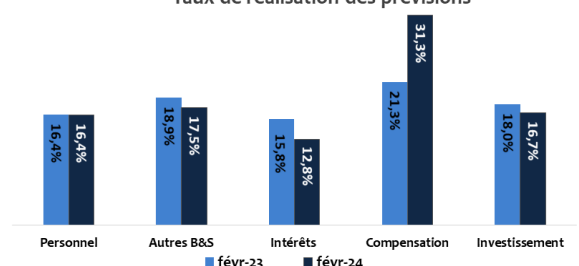
Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire de -2,6 MM.DH, contre -7,9 MM.DH en février 2023.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 16,8 MM.DH, en progression de 441 M.DH par rapport à fin février 2023. Comparativement aux prévisions de la LF 2024, leur taux de réalisation s'est élevé à 16,7%.

Evolution des dépenses



Taux de réalisation des prévisions



Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de 9,8 MM.DH, contre 13,6 MM.DH à fin février 2023.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 7,6 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de 17,2 MM.DH.

Ce besoin, augmenté du flux net des placements sur le marché monétaire (-600 M.DH), a été couvert principalement par le recours au marché de la dette intérieure pour un flux net de 10,6 MM.DH et l'augmentation des dépôts au Trésor de 5,1 MM.DH, ainsi que par la mobilisation de financements extérieurs pour un montant net de 3,7 MM.DH.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de 38,9 MM.DH, contre 90,9 MM.DH un an auparavant, et des remboursements en principal pour 17,5 MM.DH, contre 39,8 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de 5,2 MM.DH, contre 2,2 MM.DH en février 2023, et des amortissements de 1,5 MM.DH, contre 1,4 MM.DH un an auparavant.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	Février	Loi de finances	Février	Février 2024 / Février 2023		Taux de réalisation
	2023	2024	2024	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	43 100	339 499	49 999	16,0%	6 899	14,7%
RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)	43 100	334 499	49 999	16,0%	6 899	14,9%
Recettes fiscales	40 057	270 797	43 879	9,5%	3 821	16,2%
- Impôts directs	13 529	116 942	14 430	6,7%	901	12,3%
- Impôts indirects	18 851	118 851	21 366	13,3%	2 515	18,0%
- Droits de douane	2 367	15 728	2 182	-7,8%	-185	13,9%
- Enregistrement et timbre	5 310	19 276	5 900	11,1%	590	30,6%
Recettes non fiscales	2 151	65 253	5 081	-	2 930	7,8%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	1 250	19 480	417	-	-833	2,1%
- Autres recettes	901	40 773	4 664	-	3 763	11,4%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	892	3 450	1 040	-	148	30,1%
- Fonds de soutien des prix	75	600	97	-	22	16,2%
- Fonds spécial routier	817	2 850	943	-	126	33,1%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	53 744	401 462	59 629	10,9%	5 885	14,9%
DEPENSES ORDINAIRES	50 990	307 031	52 614	3,2%	1 624	17,1%
Biens et services	40 576	252 845	42 533	4,8%	1 957	16,8%
Personnel	25 579	161 623	26 545	3,8%	966	16,4%
Autres biens et services	14 997	91 221	15 988	6,6%	991	17,5%
Dettes publiques (1)	4 744	37 229	4 769	0,5%	25	12,8%
Intérieure	3 875	26 975	3 478	-10,2%	-397	12,9%
Extérieure	869	10 254	1 291	48,6%	422	12,6%
Compensation (2)	5 670	16 957	5 312	-6,3%	-358	31,3%
SOLDE ORDINAIRE	-7 889	32 469	-2 615	-66,9%	5 275	-8,1%
INVESTISSEMENT	16 371	100 431	16 813	2,7%	441	16,7%
dont Fonds spécial routier	0	2 850	0	-	-	0,0%
SOLDE DES CST (3)	13 617	6 000	9 797	-28,0%	-3 819	163,3%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-10 644	-61 962	-9 630	-	1 014	15,5%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-7 049		-7 555		-506	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-17 692	-61 962	-17 185	-2,9%	508	27,7%
FINANCEMENT INTERIEUR	16 958	10 831	13 464		-3 494	124,3%
Endettement intérieur	51 055		10 608		-40 447	
Autres opérations	-34 097		2 856		36 953	
FINANCEMENT EXTERIEUR	734	51 131	3 721		2 987	7,3%
Tirages	2 173	70 000	5 216		3 043	7,5%
Amortissements	-1 439	-18 869	-1 495		-56	7,9%

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(3) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Février	Loi de finances	Février	Février 2024 / Février 2023		Taux de réalisation
	2023	2024	2024	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	40 057	275 082	43 879	9,5%	3 821	16,0%
Impôts directs	13 529	121 228	14 430	6,7%	901	11,9%
Impôt sur les sociétés (I.S)	2 778	59 918	3 196	15,0%	418	5,3%
Impôt sur le revenu (I.R)	10 258	52 739	10 539	2,7%	281	20,0%
Autres impôts directs	493	4 286	695	41,0%	202	16,2%
Impôts indirects	18 851	118 851	21 366	13,3%	2 515	18,0%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	13 989	86 911	16 293	16,5%	2 304	18,7%
(Intérieure)	5 784	29 403	7 839	35,5%	2 055	26,7%
(Importation)	8 205	57 508	8 454	3,0%	249	14,7%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	4 863	31 940	5 074	4,3%	211	15,9%
(Tabacs)	2 107	12 500	1 891	-10,2%	-216	15,1%
(Produits énergétiques)	2 386	16 640	2 744	15,0%	358	16,5%
(Autres)	370	2 800	439	18,6%	69	15,7%
Droits de douane (D.D)	2 367	15 728	2 182	-7,8%	-185	13,9%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	5 310	19 276	5 900	11,1%	590	30,6%
RECETTES NON FISCALES	2 151	65 253	5 081	-	2 930	7,8%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	1 250	19 480	417	-	-833	2,1%
- Autres recettes	901	40 773	4 664	-	3 763	11,4%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	892	3 450	1 040	-	148	30,1%
Fonds de soutien des prix	75	600	97	-	22	16,2%
Fonds spécial routier	817	2 850	943	-	126	33,1%
RECETTES ORDINAIRES	43 100	343 785	49 999	16,0%	6 899	14,5%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	43 100	338 785	49 999	16,0%	6 899	14,8%